

M. Baldwin: Monsieur le président, j'ai suivi avec intérêt les remarques de mon ami et j'ai été très impressionné par ce qu'il a dit, et je ne doute pas que les députés d'en face ont été impressionnés, eux aussi. Cependant, tandis que je prêtais l'oreille aux interventions des députés de ce côté-ci de la Chambre, je me suis rendu compte qu'aucun ministériel ne s'est levé pour s'inscrire en faux contre les propos pleins de sagesse tenus par l'opposition. Si un ministériel avait pris la parole, j'aurais attendu de lui qu'il prît position sur les interventions des députés de l'opposition. Force m'est donc de conclure que les députés d'en face ont enregistré avec quelque appréhension ce que nous avons à dire, mais qu'ils n'ont pas eu le courage de le reconnaître. Je crains que, lorsque viendra le moment de voter, ils suivront les consignes de leur parti, comme à l'accoutumée. Cela, je le regrette vivement.

J'ai été impressionné par l'intervention du député de Wellington. Il a estimé que le ministre pourrait notamment retirer ce bill. Je vais plus loin que lui et je dis que le ministre devrait retirer le bill et donner sa démission, bien que je lui laisse le choix quant à l'ordre de priorité en ce qui concerne ces deux initiatives.

M. Hogarth: Pensez-vous donc qu'il y aura des gens pour appuyer une telle proposition de ce côté-ci de la Chambre?

M. Baldwin: En effet, cette proposition est assez bien accueillie des députés d'en face, je pense, mais la crainte d'être limogés politiquement empêche parfois certains d'entre eux d'exprimer leurs points de vue, car somme toute, il peut y avoir encore quelques remaniements, quelques changements dans les postes de secrétaire parlementaire et on pourrait encore nommer quelques ministres d'État.

Je refuse de me laisser distraire par les commentaires des vis-à-vis. Permettez-moi de reprendre le fil de ma pensée au sujet du ministre qui pourrait remettre sa démission après avoir retiré son bill. Je pensais à une situation analogue dans le monde littéraire, c'est-à-dire, à *A Tale of Two Cities* alors qu'à la fin du roman, Sydney Carter marche à la guillotine. En ce faisant, il dit: «C'est la meilleure chose que j'aie faite, meilleure que tout ce que j'ai jamais fait auparavant». Pouvons-nous nous imaginer le ministre des Finances montant à la guillotine politique, serrant contre lui le bill qu'il a retiré et prononçant ces paroles fameuses!

Nous trouvons le ministre des Finances sympathique, c'est un chic type, mais comme ministre, c'est un désastre, une catastrophe. Nous le savons, le pays le sait et je crois que certains de ses collègues le savent. S'il voulait retirer le bill et démissionner, il conserverait une place dans les cœurs des Canadiens.

M. Perrault: Vous avez des préjugés, de votre côté.

M. Baldwin: Non, pas de préjugés, c'est tout à fait objectivement que je dis cela. Je voudrais dire quelque chose du bill, dont nous aurons l'occasion de discuter en détail quand nous passerons à l'étude article par article. Étant donné l'heure, il me faut parler jusqu'à dix heures, car nous ne voulons certainement pas qu'on vote ce soir sur la troisième lecture. Essentiellement, une mesure législative devrait être simple et juste, deux qualités qui manquent lamentablement au bill. En ce qui concerne le libellé, je pourrais donner lecture de certaines dispositions dont a parlé le député de Wellington. Cependant, je n'en doute pas un seul instant, ce qui s'est passé c'est que, malgré le très petit nombre d'éléments de réforme fiscale, le person-

nel du ministère, par l'entremise du ministre, a camouflé dans le bill un grand nombre de décisions administratives pour en faciliter le fonctionnement administratif, ceci aux dépens du pauvre contribuable tracassé. C'est le résultat final de la plupart des modifications envisagées.

Nous entendons ceux qui dirigent les affaires de l'État nous dire d'être calmes, nous rassurer, nous conseiller de ne pas nous inquiéter ou nous tourmenter, car tout ce qui arrive était connu et prévisible; nous suivons effectivement une voie scientifiquement tracée qui nous conduira de l'abîme à la sécurité des cimes, ce qu'on appelle la *Big Rock Candy Mountain* de Benson. Quelle stupidité écœurante, monsieur le président!

M. Mahoney: Vous l'avez dit, c'est bien votre discours.

M. Baldwin: Ce ne sont pas seulement les représentants élus qui choisissent cette ligne de conduite, ceux qui ont été désignés par la voie électorale pour diriger nos affaires, mais leurs conseillers, les sorciers modernes qui sont les nouveaux grands prêtres devant l'autel de l'économie et qui s'intéressent tous les jours aux mystères ésotériques en prédisant le cours des affaires économiques. Pour eux, nous avons construit de grands temples à Ottawa et tandis qu'ils marmonnent leurs incantations et suivent leurs rites quotidiens, ayant consulté attentivement les instruments de leur métier, ils nous disent quoi faire, comment le faire, qu'est-ce qui arrivera, quand nous irons au petit endroit, ce que nous y ferons et combien de temps nous y demeurerons. Ce sont des avis de ce genre que nous recevons des conseillers du gouvernement.

Si leurs calculs sont inexacts, eux-mêmes ou leurs chefs politiques acceptent-ils le blâme? Non, évidemment! Le nombre de chômeurs est trop élevé. A qui la faute? A ces misérables ingrats qui demandent du travail, mais qui ne sont pas censés travailler. Ce sont les femmes qui cèdent aux pressions sociales, comme l'ont dit le ministre des Finances et le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, ces ingrates qui, au lieu de rester à la maison et de garder leur place dans la statistique établie par le ministre et ses conseillers, veulent aller travailler pour ajouter au revenu de leur mari et lui permettre de joindre les deux bouts. C'est la raison...

• (9.50 p.m.)

Une voix: Êtes-vous contre?

M. Baldwin: Non, je suis pour, mais ce sont les ministres, le gouvernement et le premier ministre lui-même qui devraient être plus avertis. Ils déclarent que les chiffres du chômage sont inattendus parce que ces malheureux tiennent à travailler. Voilà les balivernes qu'on nous sert.

Puis, il y a ces jeunes gens, qui, incapables de poursuivre leurs études faute d'argent, veulent travailler. Du fait qu'ils agissent ainsi, qu'ils refusent d'être des nombres au niveau des renseignements statistiques fournis, ils poussent presque le bureaucrate à vouloir abandonner son poste; ils composent les masses qui n'acceptent pas ce que le bureaucrate exige d'eux, qui refusent de figurer dans le scénario de la statistique déjà rédigé, qui insistent pour exercer leur droit au travail, car il y a plus de dignité et d'honnêteté à travailler qu'à être une statistique de chômage.

C'est ce gouvernement-là, ou son prédécesseur du même parti, conseillé par ces mêmes individus qui déclarait en 1965 «nous devons accorder aux ouvriers de la Voie maritime une augmentation de 30 p. 100» qui a déclenché la spirale inflationniste à laquelle nous devons en grande